

ATIONS UNIES
ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
GENERALE

A/4762
29 avril 1961
FRANCAIS
ORIGINAL : RJSSE

LETTRE EN DATE DU 24 AVRIL 1961, ADRESSEE AU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE
GENERALE PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DE L'UNION DES REPUBLIQUES
SOCIALISTES SOVIETIQUES AUPRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Je vous prie de bien vouloir faire distribuer comme document officiel
... de l'ONU le texte ci-joint du message que M. Khrouchtchev, Président du Conseil
des ministres de l'URSS, a adressé à M. Kennedy, Président des Etats-Unis
d'Amérique, le 22 avril 1961.

Le représentant permanent de
l'URSS auprès de l'Organisation
des Nations Unies

Signé : V. ZORINE

TEXTE DU MESSAGE ADRESSE A M. KENNEDY, PRESIDENT DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE
PAR M. KHROUCHCHEV, PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES DE L'URSS,
LE 22 AVRIL 1961

Monsieur le Président,

J'ai reçu votre réponse du 18 avril. Vous écrivez que "les Etats-Unis n'ont pas l'intention de déclencher une intervention armée contre Cuba". Toutefois, de nombreux faits que tout le monde connaît, et le Gouvernement américain mieux que quiconque, évidemment, indiquent le contraire. Malgré tous les démentis, il est maintenant établi avec certitude que ce sont bien les Etats-Unis qui ont préparé l'intervention et financé l'équipement et le transport des bandes de mercenaires qui ont envahi le territoire de Cuba.

Les forces armées des Etats-Unis ont également pris une part active à l'exécution de l'attaque criminelle contre Cuba. Des bombardiers et des chasseurs américains ont appuyé les opérations des mercenaires qui ont débarqué sur le territoire cubain et ont participé aux opérations militaires contre les forces armées du Gouvernement légitime et du peuple cubain.

Tels sont les faits. Ils prouvent que les Etats-Unis ont pris directement part à l'agression armée contre Cuba.

Dans votre message, vous avez entrepris de justifier et même de louer l'attaque contre Cuba, ce crime qui a indigné l'humanité entière. Vous tentez d'expliquer l'attaque armée contre Cuba, qui a été organisée uniquement parce que le genre de vie choisi par son peuple n'est pas du goût des milieux dirigeants des Etats-Unis ni des monopoles américains établis en Amérique latine, en affirmant que le Gouvernement américain reste fidèle à ses idéaux de "liberté". Mais permettez-moi de vous demander de quelle liberté il s'agit.

S'agit-il de la liberté d'instituer le blocus économique et de laisser la main décharnée de la famine étrangler le peuple cubain? Est-ce là la liberté?

S'agit-il de la liberté d'envoyer des avions militaires au-dessus du territoire cubain, de soumettre de pacifiques villes cubaines à des bombardements barbares, d'incendier des plantations de canne à sucre? Est-ce là la liberté?

L'histoire offre de nombreux exemples où, sous prétexte de défendre la liberté, on a massacré des populations, entrepris des guerres coloniales et étouffé des petits pays l'un après l'autre.

Dans le cas présent, le Gouvernement américain semble chercher à rétablir à Cuba une "liberté" qui mettrait ce pays sous la coupe de son voisin plus puissant et permettrait aux monopoles étrangers de recommencer à piller ses richesses nationales et à s'enrichir à la sueur et dans le sang du peuple cubain. Mais c'est justement contre cette "liberté" que le peuple cubain s'est révolté lorsqu'il a chassé Batista, lequel servait peut-être fidèlement les intérêts de ses maîtres du dehors mais représentait un élément étranger au sein de la nation cubaine.

Monsieur le Président, vous manifestez de la sollicitude pour une poignée d'ennemis chassés par leur propre peuple et réfugiés auprès de ceux qui s'efforcent de maintenir les canons de leurs croiseurs et de leurs contre-torpilleurs pointés sur Cuba. Pourquoi donc ne vous préoccupez-vous pas du sort des six millions de Cubains? Pourquoi donc ne voulez-vous pas tenir compte de leur droit inaliénable à une vie libre et indépendante, de leur droit d'organiser comme ils l'entendent leurs affaires intérieures?

Quelles sont donc les règles du droit international ou même de la simple morale qui pourraient justifier une telle attitude? Serait-ce simplement qu'il n'y en a pas?

Le peuple cubain a une fois de plus exprimé sa volonté avec une netteté qui ne laisse planer aucun doute même dans l'esprit de ceux qui préfèrent fermer les yeux devant la réalité. Il a montré non seulement qu'il connaît bien ses intérêts mais encore qu'il sait les défendre. Aujourd'hui, Cuba n'est évidemment plus le pays que vous identifiez avec une poignée de traîtres dressés contre leur propre peuple. C'est un pays d'ouvriers, de paysans et d'intellectuels; c'est un peuple qui s'est rallié autour de son gouvernement révolutionnaire présidé par Fidel Castro, son héros national. Et tout indique que ce peuple a reçu les envahisseurs comme ils le méritaient. N'est-ce pas là un témoignage convaincant des intentions réelles du peuple cubain?

Pour moi, c'en est un. Puisqu'il en est ainsi, le moment n'est-il pas venu pour tout le monde d'en tirer des conclusions judicieuses?

Pour ce qui est de l'Union soviétique, nous l'avons déjà déclaré maintes fois et je le confirme aujourd'hui : notre gouvernement ne recherche à Cuba aucun avantage, aucun privilège. Nous ne possédons aucune base à Cuba et nous n'avons pas l'intention d'en établir. Vous le savez fort bien, Monsieur le Président, ainsi que vos généraux et vos amiraux. Si ces derniers, malgré tout, cherchent encore à effrayer le peuple avec leurs fables sur les "bases soviétiques à Cuba" ils s'adressent manifestement à des naïfs. Mais, ces naïfs sont de moins en moins nombreux aujourd'hui, aux Etats-Unis comme ailleurs, je l'espère.

Au fait, Monsieur le Président, je voudrais vous dire ce que je pense de vos déclarations et de celles de certains autres dirigeants politiques américains, d'où il ressort que l'on pourrait installer des fusées et d'autres armes sur le territoire de Cuba pour les utiliser contre les Etats-Unis. On en conclut que les Etats-Unis auraient en somme le droit d'attaquer Cuba, soit directement, soit en utilisant les traîtres au peuple cubain que vous armez de vos propres armes, que vous entraînez sur votre territoire, que vous entretenez aux dépens des contribuables américains, que vous faites transporter par vos forces armées, et que vous faites couvrir par vos forces aéro-navales, lorsqu'ils combattent le peuple cubain et son gouvernement légitime.

Vous évoquez aussi les obligations qu'assumeraient les Etats-Unis "de défendre l'hémisphère occidental contre toute agression venant de l'extérieur". De quelles obligations peut-il donc s'agir en l'espèce? Nul ne peut avoir pris l'engagement de défendre des rebelles contre le Gouvernement légitime de l'Etat souverain qu'est Cuba.

Monsieur le Président, vous vous engagez dans une voie très dangereuse. Rétichez-y. Vous parlez de vos droits et de vos obligations; bien sûr, chacun peut prétendre à tel ou tel droit, mais force vous est alors d'admettre que les autres Etats peuvent eux aussi fonder leur action dans des cas analogues, sur les mêmes arguments et les mêmes considérations.

Vous déclarez que Cuba pourrait prêter son territoire en vue d'opérations dirigées contre les Etats-Unis. C'est une supposition qui ne repose sur aucun fait. De notre côté, en revanche, nous pouvons dès maintenant nous appuyer sur

des faits concrets et non sur des suppositions : dans certains pays adjacents à l'Union soviétique ou riverains de la même mer, il y a actuellement des gouvernements dont la politique est loin d'être raisonnable, qui ont conclu des traités militaires avec les Etats-Unis et qui ont laissé installer sur leur territoire des bases militaires américaines. D'ailleurs, vos chefs militaires déclarent ouvertement que ces bases sont dirigées contre l'Union soviétique et tout le monde le sait bien.

Si donc vous vous considérez en droit de prendre contre Cuba les mesures auxquelles le Gouvernement des Etats-Unis a eu recours ces derniers temps, vous devez reconnaître que d'autres pays sont tout aussi fondés d'agir de la sorte envers des Etats sur le territoire desquels on fait vraiment des préparatifs qui mettent en danger la sécurité de l'Union soviétique. Si vous ne voulez pas pécher contre la logique la plus élémentaire, vous devez assurément reconnaître ce droit aux autres Etats. De notre côté, nous ne partageons pas ces vues. A notre avis, présenter des arguments comme ceux qui ont cours à ce sujet aux Etats-Unis, c'est non seulement interpréter fort librement le droit international, mais encore, à franchement parler, préconiser ouvertement une politique de perfidie.

Certes, un Etat puissant pourra toujours, s'il le désire, trouver un prétexte pour attaquer un Etat moins fort, et justifier ensuite son agression en soutenant que ce dernier risquait de lui faire courir un danger. Mais est-ce là la morale du XXème siècle? C'est là la morale des colonisateurs et des brigands qui, autrefois, pratiquaient précisément ce genre de politique. Maintenant, dans la deuxième moitié du XXème siècle, on ne peut plus s'inspirer des procédés criminels des colonisateurs. Nous assistons tous aujourd'hui à l'effondrement du système colonial, qui devient une chose du passé. Pour sa part, l'Union soviétique fait tout ce qu'elle peut pour y contribuer et elle en est fière.

Nous pouvons parler aussi, par exemple, des actes des Etats-Unis à l'égard de la Chine. Quelles normes juridiques peut-on invoquer pour les justifier? Chacun sait que Taïwan fait partie intégrante de la Chine. Le Gouvernement des Etats-Unis, qui a signé la Déclaration du Caire de 1943, le reconnaît lui aussi. Cependant, les Etats-Unis se sont emparés par la suite de Taïwan, c'est-à-dire qu'ils se sont engagés en fait dans la voie du pillage. La République populaire de Chine

a fait connaître son désir tout naturel de réunir le territoire de Taïwan au reste du territoire chinois. Quelle a été la réaction des Etats-Unis? Ils ont annoncé qu'ils auraient recours à la force armée pour empêcher que ce territoire chinois, dont ils se sont emparés, soit rattaché au reste de la Chine. Ils menacent de déclencher une guerre au cas où la Chine prendrait des mesures pour réunir Taïwan à son territoire. Voilà comment se comporte un pays qui a reconnu officiellement que Taïwan appartient à la Chine! N'est-ce pas là un exemple de perfidie en politique internationale? Si de telles méthodes triomphaient dans les relations entre Etats, il ne resterait plus de place pour la loi, qui serait remplacée par l'illégalité et l'arbitraire.

Ainsi, Monsieur le Président, vos sympathies sont une chose, mais les actes qu'elles peuvent inspirer contre la sécurité et l'indépendance d'autres peuples en sont une autre, fort différente. Vous pouvez, bien sûr, manifester votre sympathie à l'égard des pays impérialistes et colonialistes; personne ne s'en étonne. Par exemple, vous votez comme eux à l'ONU. C'est là une question qui relève de votre morale. Mais ce qui a été fait contre Cuba n'a plus rien à voir avec la morale. Il s'agit d'actes de brigandage.

Je voudrais souligner un point : si l'on veut réellement que l'Organisation des Nations Unies devienne forte et remplisse les fonctions pour lesquelles elle a été créée - or en ce moment cette Organisation est malheureusement déjà contaminée par le bacille du colonialisme et de l'impérialisme - elle devra condamner résolument les actes de brigandage perpétrés contre Cuba. Il ne s'agit pas seulement de condamner les Etats-Unis; il faut que la condamnation de l'agression devienne un précédent, une leçon que d'autres pays puissent apprendre, afin que l'agression ne se répète plus. En effet, si l'on se met à approuver ou même à tolérer la morale des agresseurs, d'autres Etats pourront la suivre, ce qui conduira inévitablement à des conflits militaires dont chacun pourra inopinément déclencher une troisième guerre mondiale.

Les déclarations que vous avez faites, la dernière fois que vous vous êtes adressé aux représentants de la presse, doivent susciter de grandes inquiétudes dans le monde entier. En fait, vous parlez purement et simplement du droit que vous auriez de recourir à la force armée dans les cas où vous le jugez nécessaire et de subjuguier les autres peuples chaque fois que, d'après vous, l'expression de

leur volonté est une preuve de "communisme". Mais quel droit avez-vous, quel droit à quiconque de priver un peuple de la possibilité de choisir librement son régime social et politique? Avez-vous jamais songé que d'autres pays pourraient exiger la même chose de vous? Ils pourraient déclarer que les Etats-Unis ont un régime qui conduit à la guerre, qui se prête à une politique impérialiste, à une politique de menaces et d'agression contre d'autres pays. De telles accusations seraient entièrement fondées et si l'on part des prémisses que vous énoncez actuellement, on peut assurément exiger une modification du régime intérieur des Etats-Unis. Vous savez que nous ne nous engagerons pas dans cette voie. Nous préconisons la coexistence pacifique de tous les Etats et la non-intervention dans les affaires intérieures d'autres Etats.

Vous faites allusion à Budapest. Mais il est une chose que nous pouvons vous dire directement, sans procéder par allusions : c'est vous, les Etats-Unis, qui avez supprimé l'indépendance du Guatemala en y envoyant vos mercenaires, tout comme vous cherchez à le faire pour Cuba. Ce sont bien les Etats-Unis et nul autre pays qui, jusqu'à présent, exploitent impitoyablement et maintiennent dans la dépendance économique les pays de l'Amérique latine et de nombreux autres pays. Nul ne l'ignore. Et si l'on s'en tient à votre logique, Monsieur le Président, on voit clairement que l'on pourrait, de l'extérieur, prendre contre votre pays des mesures qui mettraient fin à tout jamais à cette politique impérialiste, à cette politique de menaces et de répression à l'égard de peuples épris de liberté.

Quant à la sollicitude dont vous faites preuve envers les émigrés chassés par le peuple cubain, je voudrais dire ce qui suit : vous savez certes fort bien que de nombreux Etats abritent des émigrés mécontents de la situation et du régime existant dans le pays qu'ils ont fui. Si l'on adopte un principe anormal dans les relations entre Etats en se servant de ces émigrés contre le pays d'où ils se sont enfuis, surtout s'ils sont armés, on peut dire sans hésiter que des conflits et des guerres s'ensuivront inévitablement. C'est pourquoi il conviendrait de s'abstenir d'actes aussi peu raisonnables. C'est là un chemin glissant et dangereux qui peut mener le monde à une nouvelle guerre mondiale.

Dans votre réponse, vous avez jugé bon d'évoquer quelques questions étrangères à la communication que je vous ai adressée, notamment la question de l'inéluctabilité historique de la révolution communiste, telle que vous l'envisagez.

Je ne puis voir là que l'intention d'éluder la question principale, celle de l'agression contre Cuba. Nous sommes disposés, si les circonstances s'y prêtent, à procéder aussi à un échange de vues sur l'évolution de la société humaine, bien que cette question ne se règle pas par des discussions entre groupes ou entre particuliers, quelle que soit la position élevée qu'ils occupent dans le gouvernement d'un pays. L'histoire, les peuples eux-mêmes décideront quel système est le meilleur.

Monsieur le Président, vous parlez souvent et longuement de votre désir de voir Cuba libre. Pourtant, tous les actes des Etats-Unis à l'égard de ce petit pays indiquent le contraire. Je ne parle même pas de la dernière attaque armée organisée contre Cuba pour changer son régime par la force. Mais ce sont bien les Etats-Unis qui, il y a près de soixante ans, ont imposé à Cuba le Traité léonin de La Havane et ont établi sur son territoire la base militaire de Guantánamo. Or les Etats-Unis sont le pays le plus puissant de l'hémisphère occidental, et personne, dans cet hémisphère, ne peut les menacer d'une invasion militaire. Par conséquent, si vous maintenez cette base sur le territoire de Cuba en dépit des intentions clairement exprimées du peuple cubain et de son gouvernement, c'est qu'elle sert non pas à vous protéger contre toute attaque étrangère, mais à briser la volonté des peuples de l'Amérique latine. Cette base a été créée pour vous permettre de jouer un rôle de gendarme, pour maintenir les peuples de l'Amérique latine dans la dépendance politique et économique.

Maintenant, le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique fulmine contre Cuba. Cela ne prouve qu'une chose. vous n'êtes pas sûr de votre propre système, de la politique des Etats-Unis. C'est compréhensible, puisqu'il s'agit d'une politique d'exploitation et d'asservissement économique des pays sous-développés. N'étant pas sûr de votre système, vous craignez que l'exemple de Cuba ne soit contagieux pour d'autres pays. Mais ce ne sont pas des actes d'agression et de brigandage qui peuvent sauver votre système. Dans le cadre de l'évolution historique de la société humaine, chaque peuple décide et décidera lui-même de sa propre destinée.

Quant à l'Union soviétique, voilà plus de quarante-trois ans que ses peuples ont résolu ce problème définitivement et irrévocablement. Nous sommes un Etat socialiste; notre système social est le plus équitable de tous ceux qui ont existé jusqu'à présent, car, dans notre pays, tous les moyens de production sont

/...

la propriété des travailleurs. Evidemment, c'est un exemple contagieux, et plus vite on comprendra la nécessité d'adopter ce système, plus vite l'humanité organisera une société véritablement juste. De cette façon, on mettra fin à la guerre une fois pour toutes.

Monsieur le Président, lorsque j'ai dit, dans mon message précédent, qu'il ne pourra pas y avoir de paix stable dans le monde entier tant que la guerre sévira dans un endroit ou dans un autre, cela ne vous a pas plu. C'est pourtant la pure vérité. Le monde est un tout, qu'on le veuille ou non, et je ne peux que confirmer ce que j'ai déjà dit : on ne saurait ajuster une situation, éteindre un incendie dans une région et l'allumer dans une autre.

L'Etat soviétique n'a jamais cessé de défendre la liberté et l'indépendance de tous les peuples. Aussi ne pouvons-nous évidemment reconnaître aux Etats-Unis le droit de disposer du sort d'autres pays, y compris les pays de l'Amérique latine. A notre avis, toute intervention d'un Etat dans les affaires d'un autre Etat, et à plus forte raison toute intervention armée, est une violation de toutes les lois internationales et de tous les principes de la coexistence pacifique, que l'Union soviétique a toujours préconisés depuis les premiers jours de son existence.

Si chaque Etat, chaque dirigeant, a le devoir, aujourd'hui plus que jamais, de prévenir tout acte susceptible de présenter une menace pour la paix universelle, ce devoir est encore plus impérieux pour les dirigeants des grandes puissances. C'est l'appel que je vous adresse, Monsieur le Président.

La position du Gouvernement soviétique dans les affaires internationales reste inchangée. Nous voulons établir nos relations avec les Etats-Unis de telle façon que l'Union soviétique et les Etats-Unis, les deux Etats les plus puissants du monde, ne fassent pas entendre le bruit des armes et ne mettent pas au premier plan leur supériorité militaire ou économique; sinon, la situation internationale, loin de s'améliorer, s'aggraverait.

Nous voulons sincèrement nous entendre avec votre pays et avec d'autres pays sur le désarmement et sur d'autres questions dont la solution faciliterait la coexistence pacifique, la reconnaissance du droit de tous les peuples à vivre selon le régime social et politique qu'ils se sont donné, le respect effectif

de la volonté des peuples et la non intervention dans leurs affaires intérieures. C'est seulement à cette condition que l'on pourra vraiment parler de coexistence, car cette dernière n'est possible que lorsque des Etats ayant des systèmes sociaux différents se soumettent aux lois internationales et s'assignent comme but suprême le maintien de la paix dans le monde entier. C'est seulement dans ce cas que la paix reposera sur une base solide.

N. KHROUCHTICHEV

Le 22 avril 1961
